

**CONVENTION ANNUELLE DE PARTENARIAT 2022
ENTRE LE DÉPARTEMENT DE SEINE-ET-MARNE ET
LE COMITÉ DÉPARTEMENTAL OLYMPIQUE ET SPORTIF
DE SEINE-ET-MARNE**

ENTRE

LE DÉPARTEMENT DE SEINE-ET-MARNE

Domicilié à l'Hôtel du Département - CS 50377 - 77010 MELUN CEDEX

Représenté par le Président du Conseil départemental, agissant en exécution de la délibération du 29 septembre 2022,

Ci-après, dénommé « le Département »,

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

077-227700010-20220929-lmc100000024274-DE

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 07/10/2022

Réception Préfet : 07/10/2022

Publication RAAD : 11/10/2022

ET

LE COMITÉ DÉPARTEMENTAL OLYMPIQUE ET SPORTIF DE SEINE-ET-MARNE

Domicilié : Maison Départementale des Sports

12 bis rue du Président Despatys

Case postale 7630

77007 MELUN Cedex

Représenté par son Président, agissant en exécution de la dernière assemblée générale électorale,

Ci-dessous, dénommé « CDOS 77 »,

d'autre part.

IL A D'ABORD ÉTÉ EXPOSÉ CE QUI SUIT :

PREAMBULE

L'article L 100-2 du code du sport fait du Département l'un des acteurs contribuant à la promotion et au développement des activités physiques et sportives.

Dans ce cadre, le Département de Seine-et-Marne a décidé, afin de développer et d'accompagner le mouvement sportif départemental, d'apporter son soutien aux acteurs seine-et-marnais majeurs que sont les ligues ou les comités départementaux.

L'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec l'administration ainsi que le décret d'application n° 2001-495 du 6 juin 2001 relatif à la transparence des aides octroyées par les personnes publiques, subordonnent l'octroi d'une subvention dont le montant dépasse 23 000 € à la passation d'une convention définissant l'objet, le montant et les conditions d'utilisation de la subvention attribuée.

CONTEXTE

La Seine-et-Marne est un département dont l'un des principaux atouts réside dans la jeunesse de sa population. Le Département, représentant 49 % du territoire de la région Ile-de-France, souhaite faciliter au plus grand nombre l'accès à la pratique sportive.

Le CDOS 77 représente près de 285 000 licenciés évoluant dans plus de 2 900 clubs et regroupe environ 70 disciplines animées par plus de 60 comités départementaux.

OBJECTIFS DES PARTIES

Le Département entend prendre en compte certains objectifs du CDOS 77 pour l'année civile 2022 figurant dans son projet de développement.

Pour le Département, le sport civil de loisir et de compétition est une composante essentielle du système éducatif et du monde sportif. Ce projet de développement est à destination de tous les pratiquants de la Seine-et-Marne et vise à :

- Assurer la qualité de fonctionnement du CDOS 77,
- Représenter le mouvement sportif auprès des partenaires institutionnels,
- Soutenir la vie associative,
- Soutenir le sport de haut niveau,
- Promouvoir la santé par le sport et la prévention,
- Développer l'information et la communication,
- Développer les compétences des acteurs du sport,
- Promouvoir les valeurs de l'olympisme, du sport, et participer à l'animation du territoire,
- Participer à l'aménagement du territoire et à la promotion du développement durable.

Il a ainsi été décidé d'établir une convention annuelle afin de définir les engagements réciproques du Département et du CDOS 77.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET

La présente convention a pour objet de définir les modalités du partenariat entre les parties et de déterminer les conditions dans lesquelles le Département apportera son soutien au CDOS 77 pour son fonctionnement et ses projets spécifiques.

Afin de promouvoir la pratique sportive en Seine-et-Marne, le CDOS 77 et le Département s'engagent dans un partenariat annuel dont les modalités sont précisées dans la présente convention.

Il est à noter que ce soutien pourra prendre la forme d'une aide structurelle pour le fonctionnement et le cas échéant, sera accompagné d'une aide conjoncturelle liée à la mise en œuvre de ses projets spécifiques.

Afin de remplir les missions qui lui sont dévolues et d'atteindre les objectifs fixés, le CDOS 77 bénéficiera d'un soutien financier du Département pour l'année 2022.

ARTICLE 2 : LES ENGAGEMENTS DU CDOS 77

Le CDOS 77 s'engage à mener auprès du mouvement sportif, des actions visant à endiguer les dérives tant en matière de violence, que de dopage ou de respect de l'arbitrage. Par son réseau sportif associatif et par tous les outils de communication dont il dispose, il sensibilisera aussi régulièrement les associations et licenciés.

Le CDOS 77 s'engage, conformément aux orientations du Département visant à nouer et générer des liens forts et pérennes entre le sport civil et le sport scolaire, à mener des actions concrètes de rapprochement avec l'Union Sportive de l'Enseignement du sport scolaire en Primaire et l'Union Nationale du Sport Scolaire de Seine-et-Marne.

Le CDOS 77 s'engage à répondre aux sollicitations du Département pour sa participation active à des événements sous maîtrise d'ouvrage départementale.

2-1: Les missions réglementaires du CDOS 77

LE FONCTIONNEMENT DU CDOS 77 :

Le CDOS 77, constitué sous forme associative, représente le sport dans le département pour toutes les questions d'intérêt général, auprès des Pouvoirs Publics et des Organismes Officiels.

Il mène au nom des comités départementaux adhérents ou avec eux, toute action susceptible de promouvoir le sport et d'en accroître la pratique en Seine-et-Marne.

Il représente le Comité National Olympique et Sportif Français selon l'article R 141-3 du code du sport relatif à l'organisation des activités physiques et sportives.

2-2 : Les actions de développement du CDOS 77

Au vu des orientations énumérées dans le préambule et des objectifs cités dans l'article 1 de la présente convention, le CDOS 77 s'engage au cours de l'année 2022 à mettre en place les actions citées ci-dessous :

- A) AU TITRE DU DEVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE VERS LE PLUS GRAND NOMBRE
 - *Actions en milieu carcéral.*
- B) AU TITRE DU DEVELOPPEMENT DES COMPETENCES DES ACTEURS
 - *Organiser des programmes de formation en direction des bénévoles, des dirigeants, des éducateurs, des juges et des arbitres,...*
 - *Actions de formations en direction des femmes dirigeantes et création d'un réseau,*
 - *Formation des éducateurs au sport santé et au dispositif « Prescri'forme »,*
 - *Actions autour de Paris 2024 (évolution des Jeux de Seine-et-Marne, expositions et débats sur l'olympisme, journée olympique du 23 juin, ...).*
- C) AU TITRE DES ACTIONS SPORT ET INSERTION
 - *Promotion de la pratique sportive auprès du public en situation de handicap.*

2-3 : Les actions de promotion et de communication

a) Le CDOS 77 s'engage à faire état du partenariat départemental dans la conduite de ses actions courantes ou contractuelles, financées par le Département :

- En mentionnant la participation du Département sur tous les supports de communication y afférant. Ainsi, la mention "*action financée par le Département de Seine-et-Marne*" sera intégrée en bonne place et de manière visible sur les

plaquettes, affiches, flyers, invitations, programmes, sites internet, banderoles, panneaux de signalétique, insertions publicitaires et autres supports.

- En faisant figurer, dans le respect de la réglementation fédérale nationale ou internationale, le logo type du Département sur les différents documents et équipements en rapport avec l'opération ayant pu être réalisée grâce à un financement départemental. Le bénéficiaire de la subvention pourra, dans ce cadre, prendre contact avec la direction de la communication pour la fourniture du logo.

- En transmettant un exemplaire de chacun des documents ainsi réalisés au service des sports. Le Département pourra apposer sur le site une panneautique et relayer, sur ses propres supports de communication, la manifestation ici subventionnée.

- En prenant contact avec le cabinet du Président du Département pour toute manifestation liée à la subvention attribuée (conférence de presse, point presse.....).

b) Pour les opérations conjoncturelles, le CDOS 77 s'engage à mentionner l'existence de la participation départementale pour le projet dans les documents d'information destinés aux sportifs, aux dirigeants et aux associations.

c) Le CDOS 77 s'engage à informer le Département préalablement à toute publication faisant apparaître la participation départementale.

Cette information devra se faire dans un délai permettant au Département de se réserver le droit de s'opposer à l'utilisation de ses signes distinctifs (nom, logo, etc.) dans la publication concernée.

2-4 : Compte rendu d'activités

a) Le CDOS 77 rencontrera chaque année en présence de son Président, les services du Département afin de présenter un compte rendu détaillé des actions menées durant la saison sportive écoulée, dans les missions suivantes :

- Au titre du développement de la qualité de son fonctionnement,
- Au titre du soutien à la vie associative,
- Au titre de la promotion des actions sport insertion,
- Au titre du développement des compétences des acteurs du sport,
- Au titre de l'animation par l'organisation de manifestation d'intérêt départemental.

b) Préalablement à la poursuite des engagements financiers du Département décrits dans la convention, le CDOS 77 remettra chaque année, au service des sports du Département, au plus tard un mois après la dernière opération, le compte rendu détaillé annuel du partenariat pour l'exercice concerné. Il doit faire apparaître :

- la certification par le responsable du bon accomplissement de la totalité de ses engagements,
- le bilan financier des actions subventionnées par le Département, certifié par l'agent comptable,
- le nombre et le type d'actions organisées,
- les activités pratiquées,
- le nombre d'associations qui ont assisté à ces manifestations ou participé à ces activités.

c) Le CDOS 77 remet un compte rendu général à l'expiration de la convention annuelle. Celui-ci fait l'objet d'une réunion-bilan entre les partenaires.

d) Le CDOS 77 portera à la connaissance du Département toute modification concernant :

- les statuts,
- le Président de l'association,
- le trésorier de l'association,
- le commissaire aux comptes,
- la composition du conseil d'administration et du bureau.

2-5 : Obligations comptables

Le Président du CDOS 77 s'engage à mettre en œuvre les moyens nécessaires pour la réalisation de l'ensemble des actions prévues à l'article 2 et à :

- a) Adopter un cadre budgétaire et comptable conforme au plan comptable général en vigueur.
- b) Fournir avant le 30 décembre de l'année ou à l'issue de l'assemblée générale annuelle de l'association le bilan et les comptes certifiés du dernier exercice.
- c) Fournir un compte d'emploi de la subvention allouée par le Département et distinguer, pour ce faire, dans ses écritures la comptabilité propre à chaque opération faisant l'objet de la présente convention.

Le Département doit être informé des autres subventions publiques demandées ou attribuées en cours d'exercice de la présente convention.

ARTICLE 3 : LES ENGAGEMENTS DU DEPARTEMENT

Le Département s'engage à soutenir financièrement le CDOS 77 pour la réalisation des actions définies à l'article 2.

Pour 2022, le budget global maximum du partenariat entre le Département et le CDOS 77 s'élève à **60 000 €** (soixante mille euros) au titre du fonctionnement et des aides conjoncturelles.

Les actions définies à l'article 2 concernent :

3-1 : LE FONCTIONNEMENT DU CDOS 77 : 10 000 €

Pour l'aider à administrer, accompagner, animer et assurer les missions réglementaires.

Pour participer aux charges inhérentes aux rôles et missions du CDOS 77.

Une participation financière du Département, pour l'année 2022, d'un montant maximum de **10 000 €**.

Cette somme est imputable au budget 2022. La dépense est financée sur l'action « *Soutien au sport civil* », opération « *Soutien au fonctionnement des comités départementaux* » du domaine « *Activités sportives* ».

3-2 : AU TITRE DES PROJETS SPORTIFS : 50 000 €

Pour lui permettre de mettre en place les dispositifs spécifiques du comité.

Une subvention d'un montant maximum de **50 000 €** pour l'année 2022, répartie comme suit :

- **10 000 €** maximum pour les actions en milieu carcéral,
- **6 000 €** maximum pour la promotion des pratiques parasports,
- **15 000 €** maximum pour la formation et le perfectionnement des dirigeants, éducateurs et bénévoles,
- **3 000 €** maximum pour les actions de formations en directions des femmes dirigeantes et la création d'un réseau,
- **6 000 €** maximum pour la formation des éducateurs au sport santé et au dispositif « Prescri'forme »,
- **10 000 €** maximum pour les actions autour de Paris 2024 (évolution des Jeux de Seine-et-Marne, expositions et débats sur l'olympisme, journée olympique du 23 juin, ...).

Ces sommes sont imputables au budget 2022. La dépense est financée sur l'action « *Soutien au sport civil* », opération « *Contrats d'objectifs des comités départementaux et projets sportifs* » du domaine « *Activités sportives* ».

ARTICLE 4 : MODALITES DE VERSEMENT DE LA PARTICIPATION DEPARTEMENTALE

Le règlement de la subvention annuelle fera l'objet de plusieurs versements :

Pour l'aide structurelle mentionnée à l'article 3.1, le versement interviendra en une seule fois après le retour de la présente convention signée.

Pour les autres attributions, stipulées à l'article 3.2, les versements interviendront pour 50 %, au vu du certificat de démarrage ou d'engagement de chaque action. Le solde sera versé à l'issue de la réalisation de l'ensemble des actions mentionnées dans la convention de partenariat.

Le Département se libère des sommes dues en application de la présente convention par virement ouvert au nom du CDOS 77.

ARTICLE 5 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La présente convention pourra être résiliée de plein droit et sans préavis par le Département en cas de dissolution ou de liquidation judiciaire du CDOS 77.

En cas de manquement par l'une ou l'autre des parties à ses obligations contractuelles, ou si la subvention n'est pas utilisée conformément aux objectifs de la présente convention définis à l'article 2, la convention sera résiliée à l'expiration d'un délai de 2 mois à compter d'une mise en demeure de régulariser, envoyée par lettre recommandée avec accusé de réception, demeurée infructueuse. Cette résiliation ne donne lieu à aucune indemnité au profit du bénéficiaire.

La présente convention pourra également être résiliée par l'une ou l'autre des parties pour tout autre motif et à tout moment, par lettre recommandée avec accusé de réception moyennant un préavis de deux mois. La résiliation sera effective à l'issue du délai de préavis de 2 mois commençant à courir à compter de la notification de mise en demeure, expédiée en recommandé avec demande d'avis de réception.

Jusqu'à l'expiration du délai de préavis, ci-dessus défini, les parties à la présente convention doivent respecter toutes leurs obligations contractuelles.

ARTICLE 6 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION VERSEE

Le Département peut demander la restitution totale ou partielle du montant de la subvention versée au CDOS 77 si :

- les conditions d'octroi n'étaient pas remplies lors du versement,
- si la subvention n'a pas reçu l'emploi auquel elle était destinée conformément à l'article 2 de la présente convention,
- si la subvention n'est pas utilisée,
- si la présente convention est résiliée conformément à l'article 5 de la présente convention.

En cas de fausse déclaration de l'organisme, le Département exigera la restitution de la totalité de la subvention.

Celle-ci sera restituée due à concurrence lorsque la subvention aura été utilisée pour un objectif non prévu par la présente convention. Il sera procédé à la résiliation de la convention selon les modalités prévues à l'article 5.

ARTICLE 7 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la présente convention fera l'objet d'un avenant signé par les deux parties, voté préalablement par l'Assemblée départementale.

ARTICLE 8 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date de sa signature et expire après l'agrément par le Département du compte rendu définitif. Elle est signée pour une durée d'un an.

ARTICLE 9 : REGLEMENT DES LITIGES

Les parties à la présente convention s'engagent à rechercher une issue amiable à tout litige avant la saisine de la juridiction compétente pour en connaître.

Fait à Melun, le

Pour le CDOS de Seine-et-Marne
Le Président ou son représentant

Pour le Département
Le Président du Conseil départemental
ou son représentant